

EMPLOI : LA DIGNITÉ HUMAINE À CONTRE-COURANT DE LA SOCIÉTÉ DE MARCHÉ



analyse

Août 2006

Bernard Van Asbrouck

La dignité humaine, nous en avons tous une « sensation » précise ancrée dans notre expérience de vie et les multiples espaces de sens qui nous croisent dans notre quotidien.

Elle se met en jeu dans les interactions collectives et l'évolution culturelle qui portent ce que « nous » est dans l'ordre de notre histoire.

L'emploi, les marchés, la propriété, le type d'économie qui fait horizon à la décision politique, sont autant d'espaces de sens et d'actions qui mettent en jeu ce qu'être digne peut être à l'humain.

Le travail a longtemps été l'affaire d'esclaves. Ces êtres considérés comme non humains car enchaînés au joug des labeurs de la nécessité. Mais en fait, leur nature humaine s'exprimait dans le rêve de l'affranchissement : se libérer de la servitude pour entrer dans cette dignité humaine de la liberté. Par leurs actes et leurs relations il arrivait que leurs maîtres accèdent à leur souhait non pour une quelconque valeur humaine du respect de la dignité d'être homme mais parce qu'un homme avait signé à leurs yeux sa nature humaine. Et s'ils sont humains, ils ne peuvent être tenus en esclavage, condition non digne de l'humain. La question du code d'appartenance à ce qui est dit « humain » prend là tout son sens quand on aborde la question de la dignité.

L'autre dimension plus profonde du rêve d'affranchissement était le droit une fois la mort venue d'être mis en terre comme un homme, avec une épitaphe en signe de l'existence passée. Etre et avoir été laissant trace sur la face du monde.

La dignité humaine s'exprime là dans l'épaisseur de ces deux dimensions : la liberté de choisir le chemin de son quotidien et la mémoire du Je portée dans l'organisation de la cité, du Nous. Car être homme, c'est aussi marquer le temps des Hommes du temps d'un homme.

L'indignité de l'esclavage peut prendre bien des formes si on la considère comme l'asservissement aux nécessités imposées par un système humain et à l'effacement de soi, de sa singularité dans la mécanique générale d'une organisation sociale et non uniquement comme une forme de statut signant une appartenance particulière à la société.

Ce n'est donc pas le travail en soi qui signe l'esclavage. Mais son sens, son rôle, la manière dont il se distribue et se rétribue, ce qu'il porte ou non comme reconnaissance du Je dans l'ordre collectif, mais aussi dans ce qu'il permet au Je de considérer comme une marque de soi dans le temps.

Au fil de l'histoire, le travail attribut de l'esclave s'est mué en « artisanat » où s'exprime l'habileté à faire qui force l'admiration, qui signe la valeur d'un être dans l'ouvrage bien mené. Mais il y eut aussi le travail-devoir

qui signe la noblesse de l'homme courageux. Les transformations de l'organisation sociale ont ainsi sorti le travail de son espace d'indignité jusqu'à en faire en certain lieu de la terre une véritable religion. Car bien vite il fut clair que c'est de la force à œuvrer des hommes que la splendeur des nations émergeait. La religion vint là bien à propos parler « devoir » en rachat de fautes immémoriales comme pour donner un autre sens à ce qui souvent dans les formes du réel prenait tant l'apparence d'un esclavage de fait.

La rémunération du travail créant emploi n'a pas fondamentalement changé la donne. Le maître ne nourrit plus et ne loge plus son travailleur. Il le paie. Et lui se paie un logement et de la nourriture. Mais dans l'organisation il a acquis la liberté de choisir son travail et de gérer sa paie. Sauf qu'il n'y a pas bien longtemps, quand on cherchait ouvrage, il fallait trouver toujours le même homme qui possédait aussi les logements et les épiceries. La paie étant congrue, on lui était toujours redevable de quelques liards.

Des révoltes ont nettoyé ces indignités.

Les acteurs de l'état providence ont pris en charge pour le « Nous » et dans le « Nous » la construction des cadres de préservation de la dignité humaine dans l'emploi. Cela prit du temps. La trame sociale se tissait progressivement par des heures de débat sur la condition humaine au travail. La structure organisationnelle et légale qu'est l'emploi a réussi à humaniser ce qui initialement était inhumain. C'est à dire indigne de l'homme. C'est de droit dont il fut question. L'architecture du droit est venu là imposer des limites, des contraintes aux forces qui créent l'indignité humaine dans l'emploi. Mais le droit n'a pas éradiqué ces forces. Elles sont restées tapies dans l'ombre de ce qui toujours en Occident fait comme horizon indépassable de l'agir sociétal : la propriété. Même le rêve de la propriété collective s'est brisé sur cette muraille, en tout cas une fois qu'il était incarné par l'Etat. Car étatique ou privée, la logique subséquente de la propriété est la même.

L'ordre de l'état providence qui put quelques années contenir cette force d'indignité s'est construit sur le pacte du marché et c'est le marché qui aujourd'hui revient pour le mettre à mort. Les « working poor » signent le retour d'indignité sur le marché de l'emploi.

Car lorsque l'état providence prit sa voilure tous les marchés étaient ouverts. Il y avait là un potentiel de croissance immense et c'est ce potentiel qui fait aujourd'hui horizon à l'agir organisationnel sociétal. Il a instauré durablement la notion d'économie de marché comme horizon indépassable de l'organisation économique des hommes. Le pacte a permis de capter une part de croissance pour la redistribution qui retournait au marché par la consommation. Tout était bien dans le meilleur des mondes.

Mais un jour les marchés se sont saturés et les bêtes tapies sont arrivées à s'affranchir du joug du droit en débordant des frontières de l'état. Il n'y eut plus assez de liquidité pour payer à la fois le capital et la redistribution. Le pacte était rompu. Les marchés devenus tutélaires imposèrent leurs règles pour leur croissance. Ils prirent parole de raison et toute une raison d'économisme vint là scander une nouvelle doxa. Une ville alpine devint le nouveau temple où se psalmodie la bonne parole. Il n'y est jamais question de dignité humaine. Mais de raison de marché.

Le vent alors s'est levé sur l'emploi. Trop lourd, trop rigide, trop organisé pour permettre l'adaptabilité. Que les règles financières du marché édictées ou pratiquées soient plus tranchantes et rigides au point d'empêcher des millions d'entreprises de par le monde de trouver marché n'apparaît pas comme un problème. Mais que la structure de l'emploi protège la dignité humaine n'est plus acceptable.

C'est la raison de la dignité humaine qui aujourd'hui se doit de réintégrer la raison économique. Et cette réintégration est un effort porté par des tentatives d'alternative économique comme l'économie sociale. L'économie sociale vient là comme déplier un espace d'échanges nouveaux porteurs d'organisation nouvelle où la dignité humaine trouve appui, où les transformations du salariat non pas déterminées par la mutation des habitus mais par l'évolution des modes de fabrication du profit peuvent trouver de nouvelles rives aux dérives des marchés.

Car on constate que les cadres de l'emploi, générés collectivement cèdent progressivement le pas à une interaction individualisée adaptée à des situations particulières.

On constate que l'emploi se fractalise dans le temps et l'espace. La résonance du « just in time » dans l'usage des compétences par les entreprises pousse à consommer la force de travail humain au moment rentable plutôt que gérer cette compétence comme un capital humain de l'entreprise et ce en devers le discours RH qui scande le respect de l'humain mais se trouve bien en mal d'appliquer la valeur humaine dans la logique des marchés..

On voit revenir cet assujettissement aux nécessités du système porteur d'indignité par perte de liberté et de sens. On voit comme un monde enseveli remonter à la surface, ramener une classe laborieuse aux franges de l'esclavage, instrumenté non plus par la raison de son propriétaire, mais par la raison économique du capital.

L'ensemble du mode d'échange sur le marché du travail entre par là en mutation et ces transformations posent d'énormes questions dans la mesure où elles rendent obsolètes les cadres usuels des droits et devoirs sur le marché du travail, c'est-à-dire, au fond, mettent à découvert le marché du travail au retour massif de l'indignité par perte des cadres de référence collectifs jugés trop rigides en regard des pratiques de marché.

Mais qu'est-ce qui ainsi nous a rendus là ?

Qu'est ce qui détrame progressivement le tissu de la dignité humaine sur le marché de l'emploi et nous fait ronger cet os de la fatalité ? Pourquoi sommes-nous si impuissants à sauvegarder l'esprit et la lettre de ce qui fut vraisemblablement un fleuron démocratique de l'organisation socio-économique ?

Plusieurs dimensions viennent là construire sinon une explication du moins les linéaments d'une compréhension.

La dimension politique

Les politiques ne portent plus l'état providence ; elles n'en ont plus la force car la rupture du pacte les ont mises en faiblesse en regard des marchés et il leur est donc impossible d'agir sur eux. Le politique est local, les marchés sont globaux. Et les acteurs de marché ont compris qu'ils devaient assiéger les structures politiques globales. L'OMC, l'OCDE, le FMI, la banque mondiale, la commission européenne se trouvent là transformés en pseudopodes de la raison du capital-marché. Ainsi, l'Europe économique s'est construite. L'Europe sociale est en rade. Il n'a jamais été possible de porter au niveau global les préoccupations locales.

Or, le social est local, inscrit dans des espaces de vie à proximité humaine.

L'Europe manque de méthodes pour gérer globalement sa diversité locale. Son fonctionnement général qui cherche des règles générales maîtrisables ne lui offre pas la possibilité de mûrir ses diversités locales pourtant porteuses de sa profonde richesse et garantes d'émergence de multiples réponses aux aléas des marchés.

Trop enfoncée dans la nécessité, elle ne voit pas les opportunités d'agir que couvrent les plis et replis de sa trame. Dans les débats interminables, les avancées qui permettraient le respect de la dignité humaine sont millimétriques et souvent sans commune mesure avec les enjeux. Les cadres de l'état se désinstitutionnalisent et mènent à un monde fractal, atomisé, où la force politique de régulation s'amenuise.

Une des grandes causes de cette soumission politique à la doxa des marchés est l'opposition technique, théorique, idéologique, culturelle et mentale entre le social et l'économique et la « naturation » de l'économie. C'est pour cette raison que l'économie sociale dans le champ du politique reste l'économie de périphérie qui vient adoucir les angles aigus de l'économie de marché. Or il y a un marché de l'économie sociale qui est profondément une alternative au marché-capital.

La dimension managériale

La question managériale est la maîtrise des risques du marché. Et principalement deux risques : le risque de contrepartie – que le marché réponde bien à la hauteur de l'investissement consenti – et le risque de liquidité – disposer en temps réel des ressources critiques nécessaires (compétence, finance, et ressources matérielles) pour répondre au marché.

Pour ce faire, le management va créer et maîtriser en permanence de l'organisation. Comme le capital est régulé par la doxa des marchés, les leviers principaux du management ne sont pas financiers mais l'organisation et la gestion des ressources humaines.

On entre alors dans une organisation réseau qui transfère le risque en périphérie de l'organisation vers un ensemble de sous-traitants et on voit fleurir toutes sortes de types de pratiques RH permettant d'ajuster la ressource humaine au tempo du marché avec l'objectif permanent de réduction des coûts ; faux indépendant, free lance, pratique du body shopping⁽¹⁾ etc.

De même la question de la flexibilité est centrale pour l'entreprise. Même les petites entreprises, souvent enchaînées par voie de marché à de plus grands groupes, vont porter en elles-mêmes cette logique de flexibilité et d'usage de la compétence au temps rentable.

Or souvent flexibilité rime avec précarité et dégradation des conditions de vie s'il n'y a pas une organisation sociétale de même force qui gère le prix humain de la flexibilité des marchés.

Ainsi la flexibilité se construit régulièrement sur l'altération de la dignité humaine. Car elle enchaîne le temps de vie au temps compétitif. L'homme machine se met en fonction sous l'impulsion du marché. Ceci n'altère la dignité que parce que lors des pauses du marché, l'humain ne jouit pas plus de liberté. Il est en stand by, en veilleuse.

D'où sans doute l'intérêt qu'il y a pour les acteurs économiques qui cherchent à s'inscrire comme alternative de commercer ensemble, et avec l'Etat, constituant ainsi des espaces où la rationalité marchande peut se combiner à d'autres rationalités, qui laissent place à la dignité humaine.

La dimension du marché du travail

Parallèlement à ces transformations politiques et managériales, le marché du travail lui-même se transforme. Il se segmente en trois marchés qui vont répondre à des logiques différentes car les enjeux du capital y seront différents.

Il y a le marché de la main d'œuvre où on vend et achète de la force de travail.

Ce marché est en régression chez nous, car la force de travail a un coût moindre dans d'autres pays. La pression sur les prix y est très forte et la tendance à sous-estimer la force de travail nécessaire quasi généralisée. La pénibilité du travail y est en augmentation, de même que sa précarité et la sous-évaluation de sa valeur. L'état, soucieux d'élargir l'assise emploi de ce marché y ajoute une couche en inventant toute une série de nouveaux statuts et mesures, de Maribel à Activa, permettant le contrôle du coût de la main d'œuvre par les entreprises, mais ayant comme effet une hybridation des statuts et une complexification des parcours professionnels.

Le développement technologique est aussi mis au service de la régression du volume de ce marché. De nombreux travailleurs y sont redondants c'est-à-dire qu'ils sont à l'emploi à une évolution technologique près. Cette menace de mort professionnelle permanente marque des secteurs entiers comme l'automobile ou la sidérurgie. Elle fait entrer le salarié dans l'angoisse du vivre professionnel et signe la dépendance des conditions du vivre quotidien aux décisions ... des marchés. Mais de nombreuses entreprises n'ont elles-mêmes pas le choix étant elles-mêmes esclaves du système marché/capital. Le marché n'étant de fait plus totalement un espace d'échange mais aussi, en grande partie un outil de captation de valeur pour et par le capital. Cette inversion du rôle d'un marché, d'échange de valeur à captation de valeur, porte la spéculation financière aux nues.

La spéculation financière au travers de l'entreprise et des marchés crée là une espèce d'évaporation de la valeur qui génère un matelas gigantesque de liquidité planant au dessus des têtes mais inaccessible aux entreprises ou aux salariés, si ce n'est sous forme de crédit. Il est piquant de voir comme le coût salarial particulièrement sur le marché de la main d'œuvre est monté en épingle alors que souvent les coûts financiers sont plus lourds que les coûts salariaux mais la doxa de marché énonce comme normal le coût financier car celui-ci fait partie du marché. Par contre le coût salarial sera toujours perçu comme trop lourd. Un travailleur de VW Forest se posait la question si bientôt il ne faudrait pas payer pour avoir du travail ...Doxa quand tu nous tiens ...

Il y a le marché de l'emploi où on vend et achète un niveau d'éducation ou une qualification standard. Ce marché fortement ancré sur les services est plus ou moins stable, mais l'évolution des technologies et des pratiques commerciales font planer des menaces lourdes sur ce marché.

L'enseignement y déverse la majeure partie de ses étudiants. C'est un marché qui est encore régulé par les cadres d'état car plus local et donc moins soumis aux références mondiales en terme de valeur. Mais l'émergence de services on line et les politiques de standardisation des diplômes au niveau mondial vont progressivement injecter la même logique que celle du marché de la main d'œuvre.

Il y a le marché de la spécialisation où l'on vend et achète un savoir faire pointu à haute valeur ajoutée. C'est un marché en croissance (et les développements socio-économiques ciblés dans le plan Marshall vont augmenter sa croissance), mais qui est caractérisé par une très forte précarité à deux niveaux : la contractualisation se fait au moment rentable parfois à l'acte, et la spécialisation proposée par le travailleur a souvent une durée de vie très limitée. Les travailleurs sur ce marché doivent s'autoformer en permanence et vivent des rythmes professionnels peu compatibles avec une vie de famille.

Par ces évolutions, le marché du travail est de moins en moins régulé dans des cadres collectifs et plus dans des interactions individuelles temporalisées par la dynamique des marchés.

Les parcours se diversifient fortement. Le risque économique augmente pour les travailleurs. L'inscription du citoyen dans une durée de vie s'estompe dans la préoccupation de plus en plus permanente du devenir professionnel et économique quotidien.

La dimension culturelle

Ces métamorphoses générales ne se font pas sans la participation des travailleurs eux-mêmes. Le travailleur est en premier lieu un citoyen et la manière dont il a appréhendé l'état, dont il perçoit sa participation au « nous » est elle aussi déterminante dans le type d'interactions qui se nouent sur le marché du travail. Il s'agit d'une vision du monde et d'une vision de soi et de son inscription dans le collectif. Bref, fondamentalement d'une culture. Et là, plus profondément, sous-jacent aux transformations du salariat, c'est d'une transformation de l'ordre culturel dont il s'agit.

On passe d'une doxa de la nécessité à une doxa de la contingence.

Voir le monde dans la logique de nécessité c'est se centrer sur les contraintes de la réalité, ce qui implique une référence à l'universel, à la règle, au devoir, à la chaîne causale, et à la solution unique.

Voir le monde dans une logique de contingence implique une référence à l'opportun, au possible, à l'accomplissement plutôt qu'au devoir, à l'interaction individuelle plutôt qu'à l'inscription dans l'ordre collectif.

Cette transformation culturelle profonde change fondamentalement la dynamique collective et est porteuse d'arrangement dans les cadres d'organisation de l'emploi.

Conclusion

La dignité humaine se détériore dans l'emploi et si on n'y prend garde, nous allons voir reflourir des mondes que nous pensions pliés dans le décours de l'histoire et ceci-même dans des régions où la richesse produite n'a jamais été aussi grande. Quelque chose qui n'est pas économique, mais au sens premier, politique, a donc bougé qui nous empêche aujourd'hui de nous offrir ce qu'avec moins de ressources nos pères se procuraient.

C'est une question de choix collectif, explicite ou implicite de type de développement socio-économique, choix qui n'est pas uniquement le fait d'une décision du pouvoir mais aussi d'un ensemble de mouvements sociaux mêlant culture, personnalité et événements. Le choix du tout au marché et non du marché à l'humain porte en germes une atteinte de plus en plus lourde à la dignité humaine puisque progressivement, c'est la société tout entière qui s'aliène au marché dans ce que je nomme l'état marché, porteur d'une religion de la propriété.

La justification par les nécessités liée à la globalisation cache mal qu'en fait la vraie question a toujours été celle de la cupidité qu'elle prenne habit de rentabilité, de compétitivité ou de marché. Respecter la dignité humaine dans l'échange de valeur restera toujours un effort contre nature humaine qui consiste à limiter et relativiser ses appétences pour laisser l'espace de l'autre prendre sa dignité d'être. C'est en propre le fondement même de ce qu'on pourrait appeler une civilisation.

Si elle en est un des creusets, l'économie est autant l'expression du type de civilisation dans lequel nous désirons vivre. Le type d'économie portée par un collectif est donc un choix politique fondamental.

Par là, il découle que l'économie n'est pas contrairement à ce qui se clame une logique naturelle politiquement asexuée. Elle est devenue en propre une politique. Et si, sous la pression des marchés, l'économie se défait du devoir de dignité, alors c'est la politique elle-même qui s'en défait et seul un acte politique au plein sens du terme peut redonner dignité humaine à l'économie.

Ces actes au sens politique du terme existent dans l'agir de l'économie sociale qui se présente là non pas comme une périphérie humanisante, voire ambulancière, de l'économie de marché mais comme une véritable alternative économique restituant à l'économie sa fondamentale dimension politique et à la politique sa grandeur dans la portance de la dignité humaine qui est en propre la sienne.

(1) Body shopping : pratique qui consiste à louer son personnel à une autre entreprise lors des basses conjonctures, ou pour des gains d'échelles.